

Mamadou et Abdoulaye, l'envie de rester plus forte que la peur de l'expulsion

L'un a passé seize années sans papiers en France et a été régularisé par le travail. L'autre vient de revenir après avoir été expulsé vers l'Italie

T+ **T-** **L**eur volonté de vivre en France a été plus forte que les expulsions et la vie sans papiers des années durant dans la capitale. Mamadou, le Malien, et Abdoulaye, le Guinéen, viennent de marquer des points contre la France des renvois. Une administration qui, depuis seize ans, laissait le premier sans titre de séjour, et qui avait renvoyé le second en Italie il y a deux semaines. Mais jeudi 12 avril, Mamadou, 43 ans, s'est vu remettre de la main d'une fonctionnaire de la Préfecture de police de Paris, son premier récépissé de demande de titre de séjour et Abdoulaye, 29 ans, est revenu de son expulsion vers l'Italie. Un jour qui restera marqué d'une pierre blanche pour le Malien et le Guinéen.

Mamadou a soigneusement écrit son nom en bas de la feuille cartonnée, ce " récépissé de demande de titre de séjour " dont il rêvait depuis si longtemps. Abdoulaye, lui, a retrouvé ses compagnons d'infortune sur les bords du bassin de La Villette à Paris, dans l'après-midi du même jour. Reparti de Rome la veille, il est passé tôt le matin de l'Italie à la France, alors que les autorités françaises voulaient qu'il reste de l'autre côté des Alpes.

" J'ai eu de la chance pour cette deuxième entrée en France. J'ai tenté le passage en train, le plus facile depuis Vintimille, alors que la première fois que je suis monté vers la France, j'avais marché toute la nuit, raconte-t-il. Je suis passé devant les policiers qui normalement contrôlent tous les Noirs à la gare. Il ne s'est rien passé... " Avec ses écouteurs, son jean troué, -Abdoulaye surjoue ce look européen, qu'il estime protecteur.

" On repart... et on revient "

A son arrivée en Sicile au printemps 2017, depuis la Libye, on lui a pris ses empreintes à la descente du bateau, et elles ont été mises dans le fichier Eurodac. Ce geste a suffi à faire de l'Italie le pays responsable de sa demande d'asile au regard du règlement européen de Dublin. *" Mon but était pourtant la France... Mais quand j'ai enregistré ma demande d'asile à Paris, on m'a dit que l'Italie s'occupera de mon dossier. Comme Rome a accepté mon transfert, je suis reparti en sachant que je reviendrais. D'autres gars, croisés porte de la Chapelle, étaient eux aussi revenus d'Italie et disaient qu'il vaut mieux faire ce qu'on nous dit. On repart... et on revient ",* explique Abdoulaye qui redéposera sa demande d'asile en France dans quelques mois. En 2017, environ 30 % des 4 019 Guinéens qui ont demandé l'asile dans l'Hexagone l'ont obtenu.

Mamadou, lui, a été régularisé par le travail après seize années sans papiers et plusieurs menaces de renvoi. *" Une fois, j'ai été enfermé en rétention après un contrôle RATP alors même que j'avais mon titre de transport, mais pas de pièce d'identité. Le juge m'a libéré. Une autre fois, j'ai été emmené en rétention derrière l'aéroport de Roissy. Mais au bout de deux jours le juge m'a laissé partir. Une fois encore, les policiers m'ont gardé tout un après-midi à Choisy-le-Roi et relâché le soir. La seule fois où je n'ai pas eu de chance, c'est en 2008, raconte-t-il. J'ai été arrêté à la gare d'Alfortville en rentrant de la préfecture. J'ai bien été obligé de reconnaître que j'étais malien. "*

Le Mali, pays dans lequel 900 millions d'euros proviennent chaque année de la diaspora (selon le Fonds international de développement agricole), n'accorde que 11 % des laissez-passer que la France lui demande pour expulser, contre un taux moyen de 51 % de délivrances des pays africains. Mamadou en a fait partie en 2008 et est reparti, sûr qu'il reviendrait vite. *" Je suis allé au village voir mon épouse. Puis à Bamako, j'ai redemandé un visa pour la France que je n'ai pas eu, alors j'ai repris la route en bus, résume-t-il. J'avais pas le choix. Même sans papier j'arrivais à travailler en France, alors qu'au pays travailler ne me permettait pas de faire vivre ma famille. "*

Passé par le Maroc et l'Espagne, l'Africain revient à Paris quatre mois après son expulsion, en ayant déboursé 2 300 euros. *" Alors après, j'ai encore fait plus attention à éviter la police ",* confie-t-il. Dans la rue, ses yeux ont appris à voir plus loin, à anticiper l'uniforme bleu, pour éviter le contrôle. *" Comme une vigilance qui ne te quitte jamais. Tu sors peu. Tu prends toujours les parcours que tu connais ",* ajoute-t-il, content que ça se termine.

" Il fallait jouer l'Europe "

Mamadou estime qu'il n'avait pas le choix de rester en Afrique. Après la mort de son père lorsqu'il avait 12 ans, il a très tôt tenté les capitales des pays voisins avant de comprendre que, quitte à s'exiler, *" il fallait jouer l'Europe "*. Ce troisième d'une fratrie de cinq enfants d'une famille paysanne de la région de Kayes explique qu'il voulait *" vivre et non survivre. J'ai vu ma mère vieillir avant l'âge. Toute sa vie, elle a souffert pour nourrir ses enfants, sans jamais rapporter assez. Je veux que mes enfants aient une vie meilleure que la sienne et la mienne. Les souffrances de ma mère, qui chaque jour grattait la terre, m'ont donné la force de supporter seize ans de vie à Paris sans papiers "*, explique l'ouvrier du bâtiment, resté au statut et à la paye de manœuvre du bâtiment, parce qu'" un sans-papiers se tait et travaille ".

Jeudi, après avoir rangé son récépissé dans la sacoche de coton où il a consigné toutes ses feuilles de paye depuis 2002, ses justificatifs d'hébergement aussi, il a filé appeler sa femme, au village. *" Je vais pouvoir aller voir la famille bientôt, quand j'aurai assez économisé ",* dit-il. Son statut a été obtenu après six semaines de grève.

Heureux de sortir de cette vie parallèle, Mamadou reste miné par le regret d'être un inconnu pour sa dernière fille, née en 2009, et par la peur de se trouver face à cette fillette qu'il n'a vue que par Skype... Abdoulaye, lui, est encore en phase d'adaptation en France, mais sait déjà que son *" avenir est là. J'ai confiance dans l'asile. Et si ça ne marchait pas, et bien...on verra, alors ! "*, lance le jeune homme, pour qui *" on ne doit pas brûler les étapes "*.

M. B.

© Le Monde

◀ **article précédent**

La Guyane, laboratoire d'une méthode...

article suivant ▶

Collomb et les régions " submergées..."